11e ANNÉE. — N° 29. 18 NOVEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca Paris = Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Maurice Robin.

SOMMAIRE

ANTIMILITARISME ET RÉVOLUTION (suite), **Charles-Albert.**
CROCS ET GRIFFES, **Am. D.**
PROCÉDÉS BOURGEOIS, **C. A.**
LETTRE DE RUSSIE, **M. L.**
MOUVEMENT SOCIAL : **R. Ch., Am. D., M. Pierrot, P. Delesalle, S. G., S. Corvetto.**
VARIÉTÉ : *Art appliqué. — Art nouveau* (suite), **Léomin.**
BIBLIOGRAPHIE, **J. Grave.**
CONVOCATIONS.
CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS.
PETITE CORRESPONDANCE.

Antimilitarisme et Révolution

(*Suite*) (1).

On apprécierait mal l'antimilitarisme des ouvriers français si l'on y voyait une simple explosion de révolte contre l'impôt du sang et si l'on attribuait à ceux qui s'efforcent de propager et d'organiser le refus de servir une simple mentalité de réfractaires.

Replaçons ce mouvement dans l'ensemble des manifestations révolutionnaires, interprétons-le du point de vue socialiste et nous lui verrons prendre toute sa véritable signification, toute son ampleur.

* *

Entre cet ouvrier, hâve et mal vêtu, sortant de l'usine pour gagner son taudis du faubourg, et ce patron qu'une reluisante automobile emporte vers son luxueux hôtel, qu'y a-t-il de commun au sein de notre démocratie ? Rien ou à peu près. Pas même la loi égale pour tous, car cette fameuse égalité ne trouve pas, neuf fois sur dix, à s'appliquer. Du fait de leur inégalité sociale, patron et ouvrier, riche et pauvre n'ont pas souvent affaire aux mêmes lois. Chacune des deux classes a ses pages à elle dans le Code, comme elle a ses mœurs, ses nourritures, ses vêtements et jusqu'à ses maladies à elle.

Ceci, tout le monde commence à l'admettre, à le dire. Mais presque tout le monde continue de penser que ces deux hommes, le patron et l'ouvrier, sont tout de même et doivent rester étroitement solidaires. Pourquoi? Parce qu'ils sont l'un et l'autre des Français, parce qu'ils sont inscrits l'un et l'autre sur les registres de la même nation.

Aujourd'hui où la religion n'existe plus comme lien social, en France surtout, le sentiment national est devenu l'unique lien qui se puisse encore invoquer entre ceux que les réalités quotidiennes divisent en classes ennemies.

Il était naturel que tous les intéressés — aidés comme toujours des inconscients — travaillent à fortifier ce lien factice. Ils n'y manquèrent pas. Le patriotisme, plus exactement le nationalisme — le mot sonne moins bien, il est plus exact — est devenu pour notre démocratie une raison dernière, une véritable religion, ce qu'on ne touche ni n'explique. A la moindre alerte, toutes les forces démocratiques, c'est-à-dire en fin de compte toutes les forces bourgeoises — car il ne saurait y avoir de véritable démocratie socialiste, en donnant au mot démocratie son sens historique — toutes les forces bourgeoises, dis-je, font bloc sur ce point.

N'avons-nous pas vu l'affaire Hervé déclasser en un tour de main les partis, tels que les avait classés l'affaire Dreyfus? Ceux qui pendant l'*affaire* avaient combattu les soi-disant nationalistes parce que le *vrai nationalisme* n'était pas encore en péril, parce qu'il s'agissait d'épurer l'armée au lieu de la détruire, ceux-là ne sont-ils pas aujourd'hui de farouches, d'authentiques nationalistes? Oui, tous nationalistes, voilà ce qu'est venu démontrer la récente agitation antimilitariste. Tous, depuis le petit-socialiste Jaurès jusqu'au néo-monarchiste Maurras, en passant par le libéral et radical Clemenceau !

Et tous nationalistes, au bout du compte, parce que tous plus ou moins satisfaits de l'ordre actuel, les plus révolutionnaires souhaitant l'agrémenter à peine de quelques réformes. Tous nationalistes, parce que tous paix sociale, et que la paix sociale repose aujourd'hui sur le culte de la Nation, qu'elle ne saurait plus reposer sur autre chose.

* *

Mais en face des bourgeois plus ou moins démocrates, en face des démocrates plus ou moins socialistes se dressent aujourd'hui, en France, dans un camp nettement opposé, de l'autre côté d'un fossé profond, de vrais révolutionnaires, des socialistes et des anarchistes ouvriers. Et que poursuivent-ils ceux-là? Non plus des réformes, mais un remaniement total, une refonte complète, avec, comme base de l'ordre nouveau, l'organisation égalitaire et libre du travail.

Le *travail souverain*, telle est la devise qu'ils veulent substituer à l'ancienne devise démocratique : le *peuple souverain*. Pour eux, le pacte social n'est pas à demi, mais complètement dénoncé. Pour eux il n'y a plus de lien social. Le lien, c'est eux seuls qui l'auront rétabli solide, lorsque par leurs efforts ils auront conquis au travail la première place. Pour eux, il n'est pas d'autre révolution souhaitable que la révolution du travail.

Comment, dès lors, souscriraient-ils au culte de la déesse Nation, déesse dont l'auréole est si bien faite pour cacher au travailleur ses vrais besoins, ses vrais intérêts, ses vrais droits? Comment prendraient-ils au sérieux ce lien factice de citoyen à citoyen français, eux qui commencent à sentir fortement que les seuls liens qui les engagent sont entre eux et leurs camarades de travail?

Non, nous ne pouvons plus être aujourd'hui des révolutionnaires conscients, des socialistes et des anarchistes complets, si nous ne sommes pas en même temps des internationalistes, et avant tout — car l'internationalisme ne dépend pas seulement de nous, Français — des antinationalistes.

Je dis à dessein antinationalistes plutôt qu'antipatriotes. Non que nous ayons peur de ce mot. Mais parce que ce mot est inexact, vague, et qu'il prête à des confusions grâce auxquelles on essaye de nous accabler sous un ridicule qui n'est pas le nôtre.

Si c'est au simple amour du beau pays de France que l'on nous convie, pourquoi, en effet, résisterions-nous? Pourquoi n'aimerions-nous pas, comme les autres, toutes les belles et bonnes choses que signifie la France? Bien que nous n'en jouissions pas beaucoup, il en est cependant que nous pouvons apprécier. L'ouvrier français peut aimer et comprendre, par exemple, le goût et l'élégance de l'industrie française, tout comme l'artiste aime et comprend la façon française d'exprimer des idées et des sentiments. Tous nous aimons et comprenons les qualités de notre race comme nous aimons et comprenons les beautés et les avantages de notre sol. Plus que tous, en tant que révolutionnaires, nous devons apprécier tout

(1) Voir le numéro 28.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

ce qu'il y a de logique et d'énergie révolutionnaire chez le Français.

Mais ce patriotisme-là n'a rien de commun avec l'intégrité nationale. Ce n'est pas une défaite, ce n'est pas la perte d'un département ou d'une province qui fera de nous des Allemands ou des Russes. Si forte qu'elle soit, l'armée allemande ne rasera pas ces montagnes, ne détournera pas ces fleuves, ne comblera pas ces vallées, n'effacera pas non plus cette hérédité d'où viennent en définitive notre tempérament, nos qualités et nos défauts.

Ce patriotisme-là n'est pas en cause.

Celui que nous dénonçons, que nous combattons et voulons désapprendre à nos frères de travail, c'est le patriotisme nationaliste, le patriotisme que notre camarade Lagardelle appelait si bien l'autre jour un patriotisme politique, celui qui nous vient tout droit, en un mot, de la révolution bourgeoise et jacobine de 1789 et dont la devise reste celle-ci : Tout pour la nation et par la nation.

Nous avons en effet une tout autre devise : Tout pour le travail et par le travail. Et cette formule nous devons la proclamer et la développer sans cesse. Nous devons la défendre et la fortifier. Rien, pour nous, ne doit prévaloir contre elle : pas même l'unité de la nation française.

* *

L'élite de la classe ouvrière française a compris cela aujourd'hui. A la face des gouvernants et des capitalistes terrifiés, elle affirme tranquillement son antinationalisme. Et comme il faut une sanction à cette déclaration de principes, elle affirme son antimilitarisme, un antimilitarisme de plus en plus net, de plus en plus courageux, qui cherche à s'organiser, qui veut passer dans le domaine des faits.

Voilà un événement capital dans notre vie socialiste. Il importe de bien le comprendre, de se rendre compte que l'antinationalisme ouvrier français est avant tout un progrès, progrès énorme, dans la conscience de classe, dans cette conscience de classe dont le personnel socialiste a tant parlé jusqu'ici et qu'il a si peu respectée.

En face de ce mouvement, soyons donc d'une grande prudence. Prenons garde surtout de le décourager, de lui retirer sa confiance en lui-même. Tout ce que nous pourrions dire à son encontre, ne seraient, en effet, que des hypothèses, des interprétations hasardeuses de l'avenir, tandis que ce mouvement demeure, lui, quoi qu'on puisse dire, une grande réalité socialiste, un véritable triomphe de l'esprit révolutionnaire.

CHARLES ALBERT.

CROCS ET GRIFFES

Candidatures ouvrières.

A Toulouse, le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière) *ayant à choisir un candidat aux prochaines élections législatives, a choisi M. Gabriel Ellen-Prévôt,* professeur.

A Grenoble, le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière) *ayant à choisir un candidat aux prochaines élections législatives, a choisi M. Pierre Brizon,* professeur.

A Reims, le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière) *ayant à choisir un candidat aux prochaines élections législatives, a choisi M. Louis Révelin,* professeur.

AM. D.

Nous continuons à recevoir en grand nombre des ordres du jour de protestation et de solidarité soit de groupes, soit de syndicats envers les camarades signataires de l'affiche poursuivis. Le format restreint du journal ne nous permet pas à notre grand regret de les insérer.

Procédés Bourgeois

On sait que l'arrêté d'expulsion frappant notre ami Kropotkine a été rapporté. On sait aussi que lors de son passage à Paris notre ami fut amené à émettre sur l'antimilitarisme français des opinions assez différentes des nôtres.

Cette coïncidence permettait de commettre une petite infamie. La presse bourgeoise ne l'a pas ratée.

Dans la plupart des journaux, la tardive mesure de justice dont vient de bénéficier Kropotkine a été présentée comme la réponse du gouvernement à des déclarations empreintes d'un certain patriotisme en même temps que d'une ardente passion révolutionnaire.

Dans son numéro du 3 novembre, la *Dépêche* de Rouen renchérissait sur ses confrères.

« La mesure que vient de prendre le cabinet Rouvier lui fait honneur, disait ce journal. *Elle a été motivée par le fait suivant* :

« Récemment, parlant à un journaliste français, en Angleterre, où il vit réfugié depuis tant d'années, Kropotkine se déclara énergiquement contre le mouvement antimilitariste prêché par Gustave Hervé. Il déclara considérer la France comme le plus grand foyer de lumière et de civilisation qu'il y eût au monde et ajouta que lui-même (Kropotkine), qui avait subi des condamnations en France, serait heureux de prendre un fusil pour défendre ce beau pays de progrès et de liberté, s'il était attaqué.

« Ces paroles n'avaient rien d'ironique, car Kropotkine jugeait sa condamnation en France comme une erreur qui ne changeait rien à l'esprit démocratique et libéral du pays. Elles étaient, cependant, généreuses, étant donné ce souvenir. Et le cabinet Rouvier A TENU A Y RÉPONDRE en rouvrant à leur auteur l'accès du territoire français... »

De là à suspecter l'indépendance des déclarations de Kropotkine il n'y a qu'un pas et les rédacteurs des notes tendancieuses que nous signalons n'ont pas été sans espérer que des lecteurs mal informés le franchiraient.

Si nous avions à défendre notre ami contre des insinuations aussi basses et dont auront fait immédiatement justice tous ceux qui connaissent sa droiture, il nous suffirait de dire que l'opinion de Kropotkine sur le devoir des révolutionnaires français en cas de guerre n'est pas d'aujourd'hui. On la trouverait, au moins en germe, dans nombre de ses écrits et ceux qui avaient eu l'occasion de causer avec lui de ces questions la connaissaient bien.

Mais je le répète, ce n'est pas de justifier notre ami qu'il s'agit ici, c'est de signaler, une fois de plus, après combien d'autres, le bas jésuitisme, la venimeuse perfidie de MM. les journalistes bourgeois.

C. A.

LETTRE DE RUSSIE

Un de nos camarades russes, réfugié à Paris, nous communique une longue lettre à lui adressée par son jeune frère, actuellement à Vilna (Pologne russe). C'est un témoignage direct qu'il nous paraît intéressant de reproduire.

Cette lettre, écrite sous forme de journal, est malheureusement incomplète; les huit premières pages du manuscrit, qui en comptait en tout vingt-quatre, ont été égarées et n'ont pu être retrouvées. Nous savons seulement qu'elles contenaient le récit détaillé d'un meeting des employés du chemin de fer, lors de la grande grève, meeting au sortir duquel la troupe avait tiré, faisant trente blessés et cinq morts. La lettre décrivait ensuite les obsèques des victimes.

VILNA. — *Mardi 31 octobre.* — Aujourd'hui ont lieu les obsèques de la cinquième victime de dimanche dernier; c'est aussi un israélite, Abram Kissine, membre des comités du *Bound* de Vilna et Homel. C'était un membre des plus actifs du *Bound*, il a passé ses meilleures années en Sibérie et dans les prisons. Les obsèques sont aussi grandioses qu'hier; toujours les couronnes avec des bandes rouges et des crêpes dont les inscriptions ne devaient pas plaire beaucoup à la police; il y avait aussi un drapeau rouge; la foule était encore plus nombreuse qu'hier. Il n'y avait ni troupes ni police sur le parcours, l'ordre le plus parfait a été gardé ces deux jours-là par la foule et par les organisateurs. Plusieurs discours ont été prononcés au cimetière, en russe, en polonais et en jargon juif. Il y eut bien quelques petits incidents provoqués par des provocateurs; résultat : quelques blessés. On s'arrache les télégrammes avec le manifeste du tsar; beaucoup se sont réjouis des libertés promises, mais ce n'était pas pour longtemps. Après avoir bien lu et relu le manifeste, on s'est aperçu que c'était une blague, qu'il n'y avait pas dans le manifeste même la liberté de la presse, qu'il n'y avait pas la moindre garantie sur la sincérité du manifeste, que la première demande de tous les grévistes de toute la Russie : la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, n'a pas été satisfaite. Tout de même toute cette journée s'est passée dans une tranquillité relative à cause des obsèques.

Mercredi 1er novembre. — Aujourd'hui les rues sont animées de bonne heure; usant de la liberté de réunion qui a été donnée, l'Organisation de tous les partis politiques a tenu de nombreux meetings en la ville (dans le cirque, dans les clubs, dans les synagogues, dans plusieurs salles, dans les rues, sur les marchés, au milieu des rues, dans toutes les écoles). Beaucoup d'orateurs parlaient en toutes les langues, des orateurs juifs, polonais, lithuaniens et même russes; naturellement, ayant la liberté de la parole, on ne s'est pas gêné de parler; on parlait surtout sur la nécessité de continuer la lutte plus ardemment que jamais, pour obtenir une république; il y avait aussi des orateurs anarchistes-communistes. En voyant cette animation extraordinaire dans les rues, barrées par une foule énorme qui écoutait les orateurs, on croyait à l'anarchie. Beaucoup d'orateurs ont très bien parlé; la plupart sont des ouvriers et des étudiants.

Jeudi 2 novembre. — Aujourd'hui les mêmes meetings, la même animation dans toute la ville. Ces deux jours se sont passés sans incidents graves. Mais on commençait à sentir le manque de pain; sur l'ordre du comité du *Bound* et des groupes du *Parti ouvrier social-démocrate russe*, on a fait du pain et il a été vendu par des membres de l'Organisation au prix normal, à des heures fixées. Beaucoup de marchands ont voulu augmenter les prix des denrées alimentaires : plusieurs boutiques et les boucheries ont été, avec la permission de l'Organisation, ouvertes pendant quelque temps, car c'est surtout les pauvres qui souffraient du manque d'aliments; alors toutes les marchandises ont été vendues par les membres de l'Organisation à des prix raisonnables; c'est eux qui vendaient et donnaient l'argent aux marchands. Tout cela a été fait assez bien.

On distribuait tous les jours des secours en argent et du pain aux pauvres atteints par la grève; on payait les cochers, car on les a forcés à se mettre en grève. Même les *dvorniks* (portiers), sur les conseils de l'Organisation, se sont mis en grève pendant quelques jours; ils demandaient de ne plus être subordonnés à la police, et une augmentation de salaire. Beaucoup de *gorodvoïs* (agents de police) ont fait aussi une petite grève, ils ne voulaient plus faire leur service après 10 heures du soir. Il semble que ce sont des hommes sur lesquels on pourrait compter, car ils sont aussi victimes de la bureaucratie que le peuple, mais aussitôt qu'ils ont leurs chefs à côté d'eux, ce ne sont plus des hommes, mais des animaux féroces.

Les voleurs aussi ont été forcés de faire grève pendant ces huit jours; ils sont tous connus de l'Organisation. Avant la grève, ils ne devaient pas toucher aux ouvriers; si un ouvrier avait été volé, immédiatement on recherchait les voleurs et on les forçait de rendre le butin, et on passait le voleur à tabac.

Vendredi 3 novembre. — C'est aujourd'hui jour férié, à cause de l'anniversaire de l'avènement au trône de Nicolas II. De drapeaux nulle part, excepté à côté du *Sobor* et sur quelques administrations. La plupart des dvorniks sont en grève et s'il s'en trouvait un qui accrochât un drapeau, immédiatement un gamin, monté sur une échelle, l'arrachait.

Le matin ont eu lieu plusieurs meetings où fut annoncée la fin de la grève pour midi. A midi juste, la vie normale a repris tout entière, les magasins se sont rouverts, les cochers sont sortis, c'était un

soulagement et un contentement général. Mais... il y a toujours un mais! A 2 heures, il est arrivé ce qui devait arriver, les cosaques était restés dans la ville, contre la volonté unanime. Quelqu'un, qui n'est d'aucune organisation, — peut-être même un provocateur (la lumière sera faite) — a déchargé son revolver sur un officier de police qu'il a légèrement blessé. Il a été aussitôt arrêté. La foule, croyant que c'était un membre de l'Organisation, a exigé qu'il fût relâché, mais de la manière la plus pacifique. Soudain, les soldats, qui cherchent toutes les occasions de montrer leur férocité, ont tiré quelques salves, faisant sept morts et vingt blessés.

La terrible nouvelle se répandit par toute la ville. Aussitôt les magasins se referment ; les cochers s'arrêtent; l'épouvante empreint tous les visages. Et comme, sans aucune raison, les pompiers sortaient en armes, la foule voulut leur barrer la route. Alors le *brand meister* (chef des pompiers) tira plusieurs coups de revolver, ainsi que ses hommes, sans heureusement atteindre personne. La foule exaspérée répondit par des coups de revolver et par des jets de pierres arrachées à la chaussée, blessant ainsi plusieurs pompiers.

Depuis quelque temps, des télégrammes privés annonçaient que des *progromes* avaient lieu dans toute la Russie. Ce n'était pas encourageant. Ici également on s'attend à quelque chose. Les vauriens entretenus par la police augmentent en nombre, se font plus audacieux et osent sortir en plein jour. Le soir, à 9 heures, on a commencé à barricader la porte cochère ; on a rassemblé toutes les armes qu'on a pu trouver, barres de fer, haches, revolvers, marteaux, etc. Tout le monde est resté dans la cour jusqu'à minuit. Mais il ne s'est rien produit. On n'a pas dormi toutefois de la nuit, — je parle des poltrons. Il n'en manque pas ici et beaucoup filent à l'etranger.

Samedi 4 novembre. — Même animation. On tient des meetings. Le bruit des *progromes* se répand de plus en plus. A Kieff surtout, ce fut horrible. On vient d'arrêter un jeune chrétien qui répandait par les rues que sa sœur avait été coupée en morceaux par les Juifs. On l'a mené au club des intellectuels, où, pressé de questions, il a fini par avouer qu'ils étaient cent de son espèce à chacun desquels le maître de police avait donné un rouble pour répandre ce mensonge. A part ça, journée tranquille. Plusieurs trains ont pu partir. L'éclairage au gaz et à l'électricité a été rétabli et, cette nuit, nous n'avons pas veillé dans la maison.

Dimanche 5 novembre. — Ce matin ont eu lieu, avec la pompe accoutumée, les obsèques d'une victime de vendredi. C'était un chrétien. Enormément de couronnes avec des bandes rouges et des crêpes et avec des inscriptions semblables aux précédentes. Le drapeau rouge flottait. Une foule considérable a suivi le corps, qu'on avait déposé à l'hôpital israélite. Toutes les écoles, toutes les sociétés étaient représentées par des délégations. L'ordre a été parfait. Au cimetière, on a prononcé des discours et un orateur a fait jurer à la foule, composée en grande majorité de chrétiens, de porter secours aux juifs en cas de progromes.

L'organisation a enjoint aux juifs de ne pas sortir de la ville, car on craignait pour eux l'agression des *khouliganes*.

Ainsi s'est passée la journée, sans incidents graves. Mais personne n'était rassuré. Dans la nuit, on s'était préparé pour la défense. Des patrouilles de juifs armés ont circulé dans toute la ville. On avait même habillé quarante ouvriers en *khouliganes* et, ainsi vêtus, ils cherchaient à se mettre en rapport avec les vrais *khouliganes*, pour en connaître les intentions.

Dans la journée on a trouvé des affiches sur lesquelles on lisait : « Camarades, mort aux juifs, mort aux social-démocrates! » Autant que possible, on les arrachait. Les rues étaient pleines de monde et chacun était armé, qui d'une hache, qui d'une canne plombée ou d'une barre de fer, qui d'un marteau. Pour ma part, j'avais un gros fer rond. Les pompiers, prêts à faire cause commune avec la révolution, étaient dans les rues avec leur outillage. L'Organisation avait enjoint de laisser les portes cochères ouvertes (au grand mécontentement de notre propriétaire), pour qu'en cas d'agression quelque part, tout le monde pût se porter au secours des attaqués. Quoi qu'il en soit, rien n'est encore survenu cette nuit.

Lundi 6 novembre. — Enfin les journaux ont reparu. On avale les nouvelles d'un trait. On apprend les horribles excès des bandes noires et des *khouliganes*.

Ce matin, obsèques de six des victimes de vendredi, tous israélites. La cérémonie a eu lieu sans nulle pompe extérieure. Mais tout le monde avait les larmes aux yeux.

On a veillé toute la nuit dans la crainte des khouliganes. Il y a eu un instant d'alarme. On arrêtait les cochers pour interroger les voyageurs. L'un d'eux (un sous-préfet en civil, dit-on) a refusé de répondre et a même tiré un coup de revolver. La patrouille israélite l'a immédiatement arrêté comme provocateur et le signal convenu, une sonnerie de trompette, a fait accourir tout le monde en armes. Et ce fut tout.

Tout cela n'était pas très grave, et l'on se serait débarrassé des khouliganes, car nous étions tout de même plus nombreux. Mais, tout le mal venait de la police et des soldats, car non seulement ils ne défendent pas les habitants, mais ils aident les pillards. Il ne faut pas essayer de se défendre, car si vous avez le malheur de tirer un coup de revolver sur les pillards, les soldats, eux, tirent plusieurs salves : témoin ce qui s'est passé à Kieff, Rostow-sur-le-Don, Minsk, Tver, etc., etc. Aussitôt après l'incident de la nuit on vit sortir une compagnie de soldats. Heureusement que tout le monde a pu se sauver et se cacher à temps. Les soldats racontèrent le lendemain qu'ils étaient tellement furieux d'avoir été réveillés qu'ils auraient fusillé tous les juifs sans en laisser échapper un seul.

Mardi 7 novembre. — Ce matin, on a enterré encore deux victimes de vendredi, mortes hier. La journée s'est passée dans les transes. On déserte la ville. On a entendu un officier de police et un pope exciter les chrétiens contre les juifs et contre les étudiants. La semaine dernière, on distribuait des proclamations dans ce sens. L'archevêque *Nicandr* a fait afficher des proclamations en russe, en polonais et en lithuanien, dans lesquelles il fait un ardent appel aux sentiments humains de tous les chrétiens, leur défend au nom de l'Evangile de toucher à qui que ce soit. Cette proclamation, fort bien rédigée, fait une bonne impression.

Mercredi 8 novembre. — Ce matin, on a enterré une jeune fille, victime du massacre du dimanche 29 octobre ; elle avait été grièvement blessée par un coup de feu. Un fait qui montre toute la férocité des soldats : avant la journée du 16, toutes les baïonnettes des fusils avaient été affilées et aiguisées. Aussi un jeune homme (élève de l'Ecole de commerce) a-t-il été transpercé de part en part d'un coup de baïonnette.

Jeudi de la semaine dernière, des cosaques se sont rués sur quatre paisibles passants, des jeunes gens qui venaient de ramasser quelques roubles pour les victimes des massacres, et les ont grièvement blessés ; l'un d'eux est mort cette semaine.

Ces crimes sont encore impunis. Vers 2 heures du soir, aujourd'hui, eut lieu une nouvelle panique, tous les magasins ont immédiatement fermé. Il s'agissait de khouliganes qui essayaient de faire du scandale. On les arrêta, et après les avoir passés à tabac, on les remit entre les mains de la police...

Les orthodoxes dissidents avaient projeté de faire une manifestation *patriotique* avec le portrait du tsar, mais pour une cause qu'on ignore elle a été remise à dimanche prochain. Tout le monde a la mort dans l'âme, car nous avons vu, dans les autres villes, ce que signifient ces sortes de manifestations. Il est fort probable qu'elle ne sera pas tolérée.

Le bruit court que Trepoff a donné sa démission : c'est une trop bonne nouvelle pour qu'elle soit vraie. On dit qu'il arrive beaucoup de Russes à Vilna, mais ce sont seulement des on-dit ; je vais tous les jours à la gare et, pour ma part, j'ai vu beaucoup de départs et jamais d'arrivées.

Il est 1 heure du matin. Cette nuit, nous ne sommes pas de garde.

Vendredi 10 novembre. — Le maître de police a été blessé, mais grièvement. Un commissaire de police a été tué, trois autres blessés. Un civil et un cocher ont été tués. La nuit s'est passée paisiblement.

M. L.

MOUVEMENT SOCIAL

Ce que c'est que la politique. — Le dernier numéro de *Pages libres* (11 novembre) nous raconte l'histoire de la nomination du citoyen Augagneur, député socialiste, au poste de gouverneur général de Madagascar.

« M. Herriot, futur candidat aux élections législatives, menaçait M. de Lanessan dans sa circonscription. M. Augagneur représenta à M. de Lanessan l'avantage qu'il y aurait pour lui, Lanessan, à ce que lui, Augagneur, quittât la mairie de Lyon, si M. Herriot pouvait ainsi devenir maire de Lyon, et par suite, satisfait de cette situation, renoncer à une candidature législative. D'où le marché : Faites-moi nommer gouverneur de Madagascar, j'appuie Herriot à la mairie ; Herriot, nommé, reste à la mairie, — et vous à la Chambre.

« En même temps M. Augagneur, très avisé, faisait appuyer sa candidature par M. Colliard, député du Rhône, en faisant miroiter à ses yeux la perspective de la mairie centrale. M. Colliard marcha comme un seul homme, et fit marcher ses amis (Briand, Millerand), dont on sait l'influence. Lorsque la nomination fut connue, M. Colliard alla trouver Augagneur et, tout en le félicitant, laissa percer sa joie de devenir maire de Lyon. »

Augagneur lui répondit que la place était promise à Herriot, et Colliard s'en alla furieux.

Et voilà comment l'on arrive.

❖ ❖

Ceux qui jugent. — A la chambre des appels correctionnels. Une jeune femme très pâle comparaît. Elle a été condamnée, en première instance, à six mois pour avoir volé une fourrure dans un grand magasin. Si elle eût été une grande dame, une bourgeoise, on l'eût déclarée kleptomane et elle n'eût pas été condamnée. Mais elle n'est que femme de chambre : alors c'est une voleuse. Pas de kleptomanie pour les pauvres.

Elle s'est laissé condamner par défaut, et ne s'est pas non plus présentée sur opposition. Pourquoi ? Parce qu'elle avait honte. Elle parle d'une voix si faible, que l'huissier est obligé de se placer près d'elle et de répéter ses paroles à la cour. Elle supplie les juges d'appel de l'acquitter,

Non, ils ne veulent pas l'acquitter, parcequ'elle a déjà à son casier une condamnation à deux mois, pour vol. Pas de kleptomanie pour les pauvres. Ils consentent seulement à abaisser la peine à quatre mois.

La jeune femme pâle a fait un geste. Elle appuie quelque chose contre sa poitrine. Un claquement retentit, et elle tombe. Elle s'est tiré un coup de revolver au cœur. On l'emporte mourante.

Je voudrais ajouter que les magistrats présents ont jeté leurs robes avec colère, qu'ils se sont injuriés, qu'ils ont pleuré, qu'ils se sont enfuis et qu'on ne les a pas revus, qu'ils sont devenus fous, ou bien qu'ils ont démissionné, ou encore ont pris la résolution d'acquitter désormais toujours, coûte que coûte, — mais je ne sais pas, personne ne sait ce qui se passe dans la conscience des juges, et il est impossible de parler d'eux par analogie avec les autres hommes. La conscience d'un juge, cela doit être quelque chose d'effroyable.

❖ ❖

Conseils de guerre. — J'ai cité, la semaine dernière, le cas d'un adjudant ayant déserté en abandonnant femme et enfant, et condamné seulement à quatre-vingts jours de prison avec sursis, afin de ne pas briser sa carrière militaire. Et je célébrais l'indulgence des juges militaires.

Voici, cette semaine, le même cas, mais appliqué à un simple soldat. Rettemer, du 6e cuirassiers, a déserté quatre mois parce qu'on lui avait refusé l'autorisation de se marier avec sa maîtresse, dont il avait eu deux enfants. A l'encontre de l'adjudant, c'était un bon père de famille. C'était, de plus, un excellent soldat ; et, en raison de ses excellentes notes et de ses antécédents irréprochables, le conseil ne l'a condamné qu'à trois mois de prison. Il n'en est pas moins vrai qu'il est plus durement frappé — trois mois pleins et sans sursis — que l'adjudant plus coupable, doublement plus coupable puisque adjudant. J'en conclus que ce qui est surtout puni en Rettemer, c'est le fait d'être un simple soldat.

J'avais décidément tort, la semaine dernière, de célébrer l'indulgence nouvelle et merveilleuse des conseils de guerre. Celui de Tunis vient de condamner deux hommes — Vervier et Riquier, 4e bat. d'Af. — coupables de bien peu de chose : l'un avait jeté un balai, l'autre un pain et une gamelle, à la tête de quelque supérieur. Enfantillage ! Le « supérieur » n'était pas même égratigné. Le conseil a condamné Vervier et Riquier... à la peine de mort. Mon Dieu, oui, tout simplement.

R. Ch.

❖ ❖

Le 10 novembre, la Chambre vota un ordre du jour de confiance au ministère Rouvier, amputé du

guerrier Berteaux — et du citoyen Maxence Roldes, (de l'Internationale ouvrière).

A ce sujet, le pur Gérault-Richard, mameluck ministériel, écrit dans sa feuille :

« Sur cent trente-deux députés qui votèrent « contre nous, *il y a quatre-vingt trois nationalistes, « ralliés, cléricaux et monarchistes, soit les deux tiers.* « Et l'on peut voir ainsi le nom de Jaurès se mor- « fondre entre ceux du général Jacquey et du comte « de La Bourdonnaye. Quant à Rouanet, il voisine « avec MM. le duc de Rohan, le marquis de Ro- « sambo, le vicomte du Roscoat,— couac ! couac !— « Savary de Beauregard et Eugène Schneider (du « Creusot). »

Cependant le dit Rouanet atteste dans l'*Humanité* que l'ordre du jour de défiance a réuni cent dix-huit voix « exclusivement socialistes et radicales ». Puis il ajoute : « Et de l'autre côté, combien furent- « ils pour accorder au gouvernement leur con- « fiance ? Trois cent soixante-quatre *sur lesquels « deux cent treize progressistes et réactionnaires.* »

Et dire qu'ils mentent peut-être bien tous les deux ! D.

❖ ❖

La propagande antimilitariste. — M. Flory vient de clore son instruction sur le manifeste antimilitariste publié à Paris lors du départ des conscrits. Sous l'inculpation d'excitation au meurtre et de provocation à la désobéissance adressées à des militaires, il a renvoyé devant la chambre des mises en accusation les vingt-huit signataires du placard incriminé dont les noms suivent :

Amédée Bousquet, Degoulet dit Urbain Gohier, Cibot dit Sadrin, Gustave Hervé, Desplanques, Eugène Vigo dit Almereyda, Victor Camu dit Léon Clément, Amilcare Cipriani, Le Guéry, Félicia Teutscher dite Numietska, Emile Laporte, Lazare Rogeon, Georges Yvetot, Emile Pataud, Louis Perceau, Victor Bosche, Bontemps, Jules Nicolet, Le Blavec, Castagné, Louis Grandidier, Dubéros, Eugène Merle, Mouton, Frontier, Garnery, Chanvin, Emile Coulais.

Le procès amènera certainement quelques bonnes journées de propagande antimilitariste ; nous ne pouvons donc que remercier M. le juge d'instruction.

MM. Laurent Tailhade, dont on connaît la lettre stupide et lâche, Han Ryner et Lefebvre bénéficient d'un non-lieu.

❖ ❖

Chez les instituteurs. — Un de nos amis, professeur d'école normale, nous communique la circulaire adressée à leurs collègues par un groupe d'instituteurs et d institutrices de la Mayenne. Nous y trouvons la preuve qu'un esprit de liberté souffle présentement sur les maîtres de l'enseignement primaire. Les meilleurs d'entre eux, ceux que l'abolition de l'inique pourcentage et le vote de la loi Symian (qui a relevé les salaires) ont laissés insatisfaits, se groupent un peu partout dans une association d'avant-garde, plus active et plus énergique que les Amicales — avec lesquelles au surplus elle souhaite vivre en parfait accord. Cette association nationale s'intitule : *L'Emancipation de l'Instituteur,* —et c'est bien juste si elle n'ajoute point : *par l'Instituteur lui-même !*

La circulaire que nous envoie notre ami a pour objet de convier les instituteurs et institutrices de la Mayenne à s'inscrire à la jeune section départementale de l'*Emancipation* :

Nous y lisons :

« Nous voulons lutter contre tous les abus, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Nous pensons que les instituteurs sont des hommes et des citoyens, qu'ils doivent jouir, en dehors de leur classe, de tous leurs droits d'hommes et de citoyens.

« Nous pensons qu'ils ont le droit de vivre de leur métier, et qu'il est indigne d'une République de ne pas trouver l'argent nécessaire pour les payer (ainsi d'ailleurs que celui nécessaire aux réformes sociales), alors qu'elle dilapide les milliards en gros traitements, en œuvres de guerre et de mort. Nous pensons que tous les instituteurs sont égaux, que les épithètes de directeurs et d'adjoints sont ridicules et surannées ; que chaque instituteur doit être le directeur de sa classe et ne relever que de ses chefs hiérarchiques. Nous pensons que l'enseignement laïque a besoin d'être laïcisé, que les devoirs envers Dieu ne sont pas du domaine de la morale laïque, que trop de livres scolaires sont mauvais et doivent être exclus de l'ecole. Nous pensons que l'enseignement laïque doit être résolument humanitaire et pacifiste, qu'il doit préparer la cité de demain en dénonçant les iniquités de la société actuelle. Nous pensons que les instituteurs doivent être protégés contre les abus de pouvoirs, que la réorganisation du Conseil départemental et du Conseil supérieur s'impose. »

Parmi les premières revendications présentées, quelques unes veulent être signalées. Les membres de l'*Emancipation* demandent :

Que les épithètes de directeur et d'adjoint disparaissent ;

Que tous les rapports (écrits et oraux) des instituteurs dits directeurs sur les instituteurs dits adjoints soient supprimés ;

Que chaque instituteur ait la libre consultation de son dossier ;

Qu'un instituteur dit directeur ne puisse pas demander le déplacement d'un instituteur dit adjoint, ni s'opposer aux nominations des maîtres de l'école ;

Que dans toute école de plusieurs classes, le conseil des maîtres soit souverain quant aux questions pédagogiques ;

Que le titulaire ait la direction pédagogique de sa classe.

D'autre part, les membres de l'*Emancipation* s'engagent :

« 1° A n'accepter aucun ordre d'un instituteur, dit directeur ; à ne tolérer aucune observation devant les élèves ; à tenir compte seulement de conseils courtois qu'autorisent l'âge et l'expérience, sauf à les discuter ;

« 2° A ne faire aucun service extra-réglementaire, surveillance, conduite des rangs, etc., si l'instituteur, dit directeur, n'en fait lui-même sa part.

« 3° A réclamer énergiquement lorsqu'ils se trouveront lésés. »

On le voit, les revendications de jeunes instituteurs rendent un beau son clair de liberté et d'égalité. C'est une nouvelle organisation du travail dont elles offrent l'ébauche. Les jeunes instituteurs cherchent à s'émanciper des servitudes abrutissantes et dégradantes que leur impose l'Etat, marchand d'instruction. Ils tendent à l'autonomie du corps enseignant et de l'enseignement lui-même. Ils veulent, comme le dit leur devise, *être des hommes, parce qu'ils ont à former des hommes.*

Nous sommes avec eux, en toute fraternité, dans le combat qu'ils vont entreprendre, comme nous sommes avec tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, luttent contre l'autorité malfaitrice.

Am. D.

❖ ❖

L'on sait que les robins de Montluçon ont condamné à six mois de prison un travailleur nommé Dagois chez qui, au cours d'une perquisition, l'on aurait trouvé un flacon de picrate de potasse.

Les socialistes très unifiés de l'endroit en profitent pour dauber ferme sur les anarchistes en général et réitèrent la vieille rengaine avec laquelle leurs copains du Nord ont réussi jadis à faire envoyer au bagne notre regretté camarade Girier-Lorion.

« Agent provocateur » ; c'est bientôt dit ou insinué.

Mais que dire d'un parti prétendument fort qui ne trouve pas d'autres arguments pour se débarrasser d'adversaires.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

III. — LES CONDITIONS DU TRAVAIL (Suite) :

Le travail aux pièces.

Parmi les ouvriers et ouvrières employés dans un tissage, l'immense majorité (90 0/0) travaille aux pièces. Seuls les manœuvres, les aides et certains ouvriers spéciaux (pareurs 4 0/0 environ et gareurs 3 0/0) sont payés à la journée.

Le mode de travail aux pièces est infiniment défavorable pour les ouvriers, si l'on considère les conséquences qui en découlent. Mais il est la suite naturelle de l'ancienne forme de production. Autrefois, je veux dire avant 1865, avant l'introduction du métier mécanique, les tisseurs travaillaient chez eux sur des métiers à main. Installés dans des caves pour conserver une certaine humidité nécessaire à la fabrication, ils encollaient eux-mêmes la chaîne, faisaient toutes les opérations du tissage. C'étaient des artisans libres, travaillant en famille. Ils prenaient les filés de coton chez le patron, sorte de fabricant à l'entreprise, et lui livraient ensuite les pièces achevées. Ils étaient en conséquence payés aux pièces.

La crise de la guerre de Sécession et l'introduction des métiers mécaniques ont fait plus ou moins vite disparaître les artisans travaillant chez eux et l'on a continué à payer les salaires suivant l'ancien mode auquel on était habitué, bien que les ouvriers modernes en entrant à l'usine aient aliené leur liberté et qu'ils aient en réalité vendu au patron leur temps de travail. Vendant leur temps de travail, les ouvriers de fabrique devraient être payés par rapport au temps, c'est-à-dire à la journée.

Le salaire aux pièces avait une raison d'être pour les anciens artisans qui conservaient leur indépendance. Les ouvriers de fabrique, tout en travaillant aux pièces, n'ont conservé aucune liberté. Ils rentrent au sifflet et subissent un règlement d'atelier imposé par le patron. Ce règlement est affiché à la porte et chaque ouvrier est censé l'avoir accepté. Des amendes sont infligées par le directeur ou par le visiteur de coupes pour arrivée tardive, pour arrêt trop long aux cabinets d'aisances (!), pour défauts dans le travail, etc. Il est vrai que la plupart de ces amendes ont disparu dans ces dernières années. On m'a même assuré qu'il n'y avait plus d'amendes ; seulement il y a des « rabais » pour malfaçons. Je doute que les ouvriers y voient quelque différence.

Enfin, il y a encore des ateliers où les tisseurs ne sont pas appelés à vérifier eux-mêmes leur travail sur le rouleau métrique.

L'indépendance des ouvriers payés aux pièces n'existe pas. Ils ont subi, et ils subissent encore en beaucoup d'endroits, l'autorité des gareurs, lesquels poussent à la production, tracassent les tisseurs pour le moindre retard, le moindre dérangement aux cabinets ou ailleurs et provoquent souvent le renvoi de ceux dont la tête ne leur plaît pas.

Théoriquement, les renvois sont faits pour infractions au règlement ou pour malfaçons répétées. Mais beaucoup de camarades ont eu à souffrir de vexations injustifiées. Et un renvoi a des conséquences d'autant plus graves que les industriels exigent pour l'embauchage un certificat indiquant le précédent atelier. C'est ce que le rapport patronal avoue lui-même sous d'autres termes : « L'habitude du livret s'est conservée. » Ainsi une « forte tête » a des chances de ne plus trouver d'occupation.

La discipline était même aggravée, il y a quelques années, par certaines servitudes religieuses. Le rapport du syndicat ouvrier déclare que dans un atelier on dit la prière matin et soir ; dans un autre, les femmes ouvrières sont « invitées » aux sermons des prêtres de passage chez l'industriel ; dans un autre, les travailleurs sont renvoyés s'ils s'absentent pour assister à un enterrement ou à un mariage civils. Encore actuellement, les prières existent dans un tissage, mais elles ne sont plus obligatoires, seulement les portes sont fermées pendant la cérémonie.

Pour assurer la soumission de ses salariés, un industriel a établi des logements ouvriers. C'est ainsi qu'à Roanne il loge, si je me souviens bien, une soixantaine de familles.

A Pouilly-sous-Charlieu où ce même industriel possède une autre fabrique, presque tout le personnel est logé, d'ailleurs, à des prix suffisamment rémunérateurs pour le fabricant philanthrope. Et, d'autre part, notre homme ne perd jamais rien, il ne connaît pas les aléas des autres propriétaires, les loyers sont établis à la quinzaine et retenus sur la paye de chaque quinzaine. De cette façon, il tient ses ouvriers, et, en cas de grève, il les ferait expulser de leurs logis.

En même temps ce philanthrope, qui possède des vignobles, a trouvé le moyen d'assurer la vente de son vin. Il l'affiche dans ses usines, et les ouvriers se feraient souci de ne pas se servir chez leur patron ; le prix leur en est retenu sur leur quinzaine.

Il y a encore deux autres fabricants de Roanne qui font la vente de leur vin à leurs ouvriers ; mais ils le vendent au litre par l'intermédiaire du concierge de l'usine qui est censé faire le commerce à son compte.

Le travail aux pièces n'a donc pas été pour les ouvriers un moyen de conserver même un semblant d'indépendance. D'ailleurs un ouvrier en entrant

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 27, et 28.

dans une usine *vend son temps de travail.* Il est volé si on ne paye pas tout son temps, et c'est ce qui arrive avec le salaire aux pièces. Que le tisseur interrompe sa besogne pour n'importe quelle raison, pour aller aux cabinets, par exemple, le temps est perdu pour lui. Mais il y a mieux ; quand une pièce est achevée, il faut monter une nouvelle chaîne ; tout le temps pendant lequel le gareur opère ce montage (cela peut durer deux heures) est perdu pour le tisseur. Et cependant c'est là une perte que seul le patron devrait supporter. Il y a encore le balayage, car le nettoyage des ateliers est fait pendant le temps de travail, en dépit de toutes les règles d'hygiène. L'inspiration des poussières est extrêmement nocive pour les poumons ; mais qu'importe aux patrons, les ouvriers doivent balayer à 11 heures et à 5 heures, c'est-à-dire une heure avant les sorties de l'atelier. Pendant le balayage il y a forcément interruption de travail et perte sèche pour l'ouvrier.

Ce n'est pas tout. Si le fil est mauvais et se casse fréquemment, si la chaîne est mal parée, il y a des retards dans la production et c'est l'ouvrier seul qui en pâtit. Un tisseur peut ainsi, avec une mauvaise chaîne, mettre deux fois plus de temps à fabriquer une pièce : et une pièce ne se fabrique pas en un jour ; avec une chaîne mal parée, un tisseur peut rester deux mois à demi-solde.

Enfin le travail aux pièces entraîne cette conséquence absurde d'obliger les ouvriers à rester pendant dix heures à l'atelier pour un salaire moitié moindre, puisqu'ils ne conduisent qu'un métier.

D'autres conséquences encore résultent du travail aux pièces : c'est d'abord d'inciter les ouvriers à précipiter leur travail, à se hâter continuellement pour ne pas voir écorner leur maigre salaire. Et cette intensification de l'effort aboutit à la diminution des salaires. Il semblerait qu'avec le salaire aux pièces, plus l'ouvrier travaille, plus il gagne. Mais si cela peut être vrai au début, c'est une vérité de courte durée. Le patron diminue bientôt les salaires « à un taux raisonnable », et la concurrence ouvrière aide cet « équilibre » à s'établir. Plus l'ouvrier se hâte pour gagner, plus il pousse le patron à réduire les prix de façon. Ainsi l'effort des salariés se retourne contre eux-mêmes.

En fait, les salaires aux pièces sont établis d'après le travail des plus zélés. Pour arriver à un salaire à peu près normal (?), il faut que les camarades suivent l'exemple des plus zélés, c'est-à-dire de ceux qui ne voient pas plus loin que leur gain immédiat. Lorsqu'un article nouveau apparaît, le patron a soin de le donner d'abord à un bûcheur auquel on fournit du coton de bonne qualité ; alléché par l'appât du gain, le bûcheur précipite son travail et arrive à se faire un salaire extraordinaire. Alors le fabricant réduit le prix de façon au taux du salaire ordinaire, mais sur la base d'un travail intensif. Ainsi il se produit une espèce de concurrence ouvrière ; et on s'explique en tout cas que le travail aux pièces donne des salaires si bas.

Le travail aux pièces favorise également les longues journées, surtout chez les ouvriers isolés. Je ne parle pas ici de Roanne. Mais en général on peut dire que les ouvriers répugnent davantage à la prolongation de la journée de travail qu'à l'intensivité de l'effort. Rester prisonniers une ou deux heures de plus dans une usine est une servitude pénible. Les salariés la ressentent très vivement et ils préfèrent ordinairement aller plus vite en besogne, se fatiguer davantage et avoir fini plus tôt.

Il semble même que le besoin de raccourcir la journée de travail devrait être surtout urgent dans les industries où les femmes travaillent, car c'est sur les femmes que retombent les occupations du ménage et les soins des enfants après les heures d'atelier. Mais la pression prolétarienne a été pendant longtemps trop faible, principalement là où existait l'emploi des femmes, pour arriver à raccourcir la journée de travail. On a bien pu réclamer au point de vue philanthropique et le gouvernement a pu émettre, par intérêt bien compris, des lois protectrices sur le travail ; ces lois ont été plus ou moins éludées, surtout quand il n'y avait en jeu qu'une philanthropie de façade. Cependant les revendications prolétariennes, grâce à la pression des ouvriers travaillant à la journée, ont imposé une certaine limitation du temps de travail. Quand la loi du 30 mars 1900 a décrété la réduction par paliers de la journée à dix heures pour les femmes et pour les travailleurs des deux sexes dans les ateliers où les femmes sont employées, elle n'a fait qu'aider à généraliser une revendication déjà acquise en beaucoup d'endroits ou sur le point de l'être ; et cependant la loi, comme les précédentes, n'est pas respectée absolument partout.

A Roanne, depuis la loi, la journée a été réduite à dix heures dans les délais légaux. On travaille de 6 heures ou 6 h. 1/2 à midi et de 2 à 6 heures ou 6 h. 1/2. Pour ne rien perdre de leurs salaires, les tisseurs ont précipité leur travail, si bien qu'après la réduction de la journée le rendement a été le même.

Naturellement les gareurs ont bénéficié de la réduction de la journée à dix heures (et sans diminution de salaire). D'ailleurs la journée de dix heures est maintenant générale dans l'industrie textile à Roanne, même dans les ateliers de parage, quoique les femmes n'y travaillent pas. Les pareurs, payés à la journée, ont obtenu de ne faire eux aussi que dix heures ; mais les fabricants se sont arrangés pour intensifier la travail : en même temps ils ont voulu diminuer le salaire des pareurs de 6 fr. à 5 fr. 50. Si je me souviens bien, la diminution a eu lieu, mais dans certaines maisons on restitue les 50 centimes sous forme de gratification.

En définitive, la journée de dix heures a donné aux patrons un léger bénéfice par une petite diminution des frais généraux. Malgré cette conséquence, les patrons n'ont pas été satisfaits. Si la limitation de la journée de travail leur est indifférente pour la période de morte-saison, ils réclament contre sa stricte application pendant la période d'activité. Leur désir serait qu'il pût y avoir des dérogations quand le travail presse ; ils voudraient aussi que la réglementation du travail fût faite par semaine et non par jour, ce qui serait d'ailleurs plus difficile à contrôler.

J'ai dit que la réduction de la journée à dix heures n'est traduite par l'intensification du travail. Je sais bien que les patrons ont toujours une tendance à intensifier le travail ; mais ici, avec le salaire aux pièces, les ouvriers ont été eux-mêmes poussés à augmenter la production.

La réduction de la journée perd une partie, tout au moins, de ses avantages par une fatigue plus forte. Mais le souci immédiat de l'existence empêche les salariés de se préoccuper de leur santé et de leur bien-être ; il faut vivre avant de penser que la prolongation de la journée ou que l'intensivité du travail aboutissent l'une et l'autre à une usure plus rapide de l'organisme.

Dans le tissage, c'est l'attention surtout qui est nécessaire. Cette attention est aussi une dépense de forces, une dépense nerveuse considérable. Cette fatigue nerveuse est moins apparente que la fatigue musculaire, quoi qu'elle se traduire par une dépression pénible contre laquelle l'ouvrier est amené trop souvent à lutter par l'usage exagéré des boissons alcoolisées. Mais cette fatigue contribue à mettre l'organisme en état de moindre résistance, elle aide à l'invasion et à l'évolution des maladies, de la tuberculose par exemple.

Contre l'intensification du travail moderne et contre la fatigue et l'usure qui en sont la conséquence, il faut en arriver à une diminution plus grande de la journée de travail. La Confédération a mis son effort actuel à imposer au patronat la journée de huit heures. La *Voix du Peuple* a rassemblé et mis en lumière tous les arguments les plus frappants pour montrer que la réduction de la journée à huit heures signifie plus de bien-être et plus de santé.

Or, si les tisseurs de Roanne ont accepté la journée de dix heures, il paraît difficile qu'ils puissent revendiquer celle de huit heures et ajouter leur effort à celui des autres corporations qui ont déjà pu imposer aux patrons le salaire à la journée. Le travail aux pièces s'oppose à la diminution du temps de travail, tout au moins au delà de certaines limites.

D'ailleurs le travail aux pièces ne favorise pas le développement de la solidarité. L'agglomération de l'usine a cependant fait disparaître le particularisme des anciens artisans. Il n'en est pas moins vrai que lorsque les ouvriers se présentent à la caisse, il n'y a pas identité de salaires, chacun touche suivant son travail individuel, et ce n'est pas en ralentissant son propre effort qu'on aidera son voisin. J'ai déjà parlé de cette espèce de concurrence qui existe dans le travail aux pièces ; j'ai déjà cité ces bûcheurs qui tiennent à vanité leur rapidité dans la besogne et qui ne voient que leur gain immédiat. Les prix de façon pour un article spécial peuvent être conclus avec un ouvrier en particulier, qui est, pour une cause ou pour une autre, par suite de conditions de vie spéciales, plus enclin à accepter les prétentions patronales.

Il en résulte un certain particularisme savamment entretenu par la direction. Il y a des ouvriers favorisés auxquels on donne les articles avantageux et le meilleur fil ; ce sont les ouvriers du cadre, les jaunes, dont les intérêts sont ainsi mis en opposition avec ceux de leurs camarades.

Enfin le travail aux pièces fait supporter aux tisseurs les négligences des pareurs. Et ces conséquences viennent encore s'opposer à la solidarité des différentes catégories de travailleurs. Il n'y a pas si longtemps qu'un pareur se considérait comme un ouvrier privilégié et s'en montrait plus ou mois vaniteux.

En résumé, le travail aux pièces apporte toutes sortes d'entraves à l'amélioration du sort des ouvriers et à leur effort d'émancipation. C'est un mode de travail retardaire qui ne subsiste ordinairement que dans les industries arriérées et pour les corporations fortement exploitées. Partout où l'essor industriel s'est développé, ce mode de travail a fait place au travail à la journée et aux salaires élevés. Le travail aux pièces va de pair avec les bas salaires ; et c'est ce que l'on voit à Roanne.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

MOUVEMENT OUVRIER

Le gouvernement s'étant refusé à assurer aux ouvriers des arsenaux de la marine la liberté de penser, de parler et d'écrire en dehors des heures de travail, la grève générale a été déclarée.

Les ouvriers des arsenaux se sont affirmés en ces dernières années d'une réelle énergie et l'unanimité avec laquelle le mouvement actuel a été engagé dans trois ports sur cinq, montre des travailleurs conscients, sûrs d'eux-mêmes et résolus, quoi qu'il arrive, à faire respecter leurs droits.

Il était donné à notre République bourgeoise qui inscrit sur tous ses monuments cette formule menteuse : *Liberté, Egalité, Fraternité*, de refuser et de frapper les travailleurs qu'elle exploite pour avoir osé parler selon leur conscience.

« Nul ne peut être inquiété pour ses opinions politiques et religieuse », dit un article de la Déclaration des Droits de l'homme affichée partout, et l'on sait combien tous les gouvernements qui se succèdent en tiennent compte.

Ici c'est l'Etat, comme patron, qui interdit à ses ouvriers de penser : cette servitude, nous l'avons signalée bien des fois, les ouvriers des arsenaux semblent une fois pour toute bien décidés à y mettre fin.

Mais ce n'est pas tout ; les travailleurs des arsenaux ont l'intention de profiter du mouvement pour poser les revendications minimum que voici :

1° Retrait des punitions infligées aux camarades de Brest et de Lorient, et déplacement des chefs coupables de tels abus de pouvoir ;

2° Unification des salaires par classe à réaliser dans une année au lieu de cinq ;

3° Augmentation des retraites pour les ouvriers ;

4° Retraite aux ouvrières des écoles de pyrotechnie et des hôpitaux de la marine ;

5° Retraites proportionnelles pour les veuves et pour les orphelins des ouvriers décédés après quinze ans de service ;

6° Suppression de la troisième visite médicale imposée après quatre ans de service aux ouvriers stagiaires devant passer permanents ;

7° Suppression des travaux à la tâche ;

8° Suppression de la régie directe par l'immatriculation immédiate de tous les ouvriers de cette catégorie.

Revendications qui, comme l'on peut s'en rendre compte, n'ont rien de bien révolutionnaire.

Et combien je regrette de ne pouvoir donner ici le texte des déclarations à la fois si fières, si nettes et si énergiques adressées par le comité syndical à tous les travailleurs des arsenaux ! Une partie de l'affiche proclamant la cessation du travail fait appel « Aux camarades soldats » que l'on ne manquera pas d'opposer aux grévistes, et cette partie est non moins énergique.

A l'heure où j'écris, la cessation du travail vient seulement de s'effectuer. Les journaux annoncent que partout les troupes sont consignées, que des garnisons environnantes d'autres troupes sont prêtes à partir sur le théâtre de la grève, etc., etc.

De son côté, la Confédération générale du travail, que l'on avait cru abattre en lui retirant les locaux dont elle disposait dans l'immeuble préfectoral de la rue du Château-d'Eau, a envoyé ses militants porter leur appui aux grévistes. C'est la classe ouvrière tout entière qui se solidarise avec les travailleurs des arsenaux.

C'est une phase suprême de la lutte entre l'Etat-patron et ses exploités qui s'engage, et qui peut être grosse de conséquences.

Les ouvriers des arsenaux en ont conscience et sauront vaincre.

❖ ❖

Il est certain que l'exploiteur Geliot, habitué à toujours parler en maître, ne s'attendait pas à une pareille résistance de la part des malheureux, qu'il exploite. Et cependant il croyait bien avoir pris toutes les précautions possibles, car il fallait être du pays pour pouvoir travailler dans ses bagnes. Mais tout a une fin et à force d'abus les malheureux, hier encore ouvriers agricoles, devenus aujourd'hui serfs, se sont en fin de compte révoltés. L'orgueil du maître a été surpris et il ne veut pas céder. Misère pour misère les trois mille cinq cent exploités préfèrent continuer la grève que de retourner au travail aux anciennes conditions.

J'ai dit la semaine dernière que, malgré la preuve qu'ils avaient faite que nulle autre part les salaires étaient aussi bas, le patron s'était refusé à tenir ses engagements antérieurs. Il persiste dans son attitude.

Le patronat agricole du Midi, qui n'a pas encore pu digérer que les exploités à son service se soient formés en puissants syndicats tout comme les travailleurs de l'industrie tente tout pour briser l'organisation ouvrière.

A *Fleury d'Aude* les gros propriétaires espéraient démolir le syndicat en renvoyant ses meilleurs militants. C'est ce que n'ont pas permis leurs camarades qui s'y sont formellement opposés. Les patrons n'ayant pas voulu céder, les ouvriers ont quitté le travail.

La grève est générale pour tous les ouvriers de Fleury d'Aude. Immédiatement la soldatesque a été envoyée et il y a trois cents hommes de troupe pour deux cents grévistes. Naturellement il fallait justifier ce déploiement de force et, pour le faire, des arrestations ont eu lieu. Cela n'a pas ému les grévistes qui résisteront jusqu'à complète satisfaction.

P. Delesalle.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Le 19 septembre écoulé, le patron de la « Barraca Germania » de Rosario jugeait à propos d'augmenter les heures de travail de ses ouvriers et, comme de juste, de rabaisser les salaires, ce qui rétablissait sans doute à son avis les proportions convenues.

Or, les ouvriers n'ont pas eu tout à fait la même opinion, car aussitôt ils se sont déclarés en grève et ils ont été suivis par tous les ouvriers des débarcadères voisins et bientôt après par tous les travailleurs du port. Voilà l'origine des faits qui se sont déroulés depuis, racontée par le président de la chambre de commerce de Rosario au président de la République. Vous voyez que la source n'est guère susceptible d'être taxée de sympathie envers les prolétaires.

Les événements se succédaient sans encombre d'une façon tout à fait *pacifique*, au dire de la gent officielle. Cependant, les ouvriers avaient acquis un grand avantage par la fusion des deux syndicats du port qui désormais devaient marcher d'un commun accord contre l'ennemi commun : le Capital.

Des pourparlers avaient été entamés entre patrons et ouvriers pour la reprise du travail ; elles auraient peut-être abouti, si les patrons ne s'étaient avisés de vouloir enrégimenter les salariés dans une association qu'ils tentaient de fonder et qu'ils appelaient pompeusement : « Ligue pour la protection du travail libre ». Cette fameuse ligue, morte avant d'être née, a été la pierre de touche qui a déterminé d'abord la fusion dont j'ai parlé, ensuite la croissance de l'agitation ouvrière.

Le mouvement ainsi commencé n'ayant pas de solution, les ouvriers de Rosario ont demandé l'appui de leurs camarades de Buenos-Aires qui ont répondu comme un seul homme et depuis le 1er octobre on ne travaille pas au port de la capitale. Un autre avantage et non des moindres déterminé par ce mouvement, a été l'union au moins temporaire de la *Federacion de Estibadores* avec la *Sociedad Argentina de Obreros del Puerto*. Pour bien comprendre l'importance de cette union, il convient de faire savoir que ce dernier syndicat avait été fondé par les cléricaux justement pour enrayer la résistance soutenue du premier et détruire sa cohésion.

De l'avis de tout le monde, les bourgeois y compris, les grèves se déroulaient dans l'*ordre le plus parfait*, ce qui n'a pas empêché le gouvernement de décréter l'état de siège, parce que — a-t-il prétexté — *les intérêts du pays* étaient en jeu et on ne pouvait les livrer au *caprice* des ouvriers. Le prétexte était des plus ingénieux.

Malgré cela, l'agitation n'a fait qu'augmenter. Le journal *La Protesta* a été fermé, mais le mouvement ouvrier, loin de cesser, prend chaque jour plus d'extension. Ce que voyant Dame Police et afin de tâcher d'arriver à un arrangement entre les parties aux prises — disait-elle — sans doute aussi pour exiler les plus rebelles, en quoi elle aura vraiment de l'ouvrage, Dame Police a permis aux ouvriers de se réunir au théâtre Iris pour faire cesser la grève. Dans la réunion il a été décidé de ne pas recommencer le travail jusqu'à ce que l'on ait accordé tout ce que les ouvriers demandaient. La débâcle de la police a été on ne peut plus complète.

La grève bat son plein et l'issue est encore douteuse. Des troubles ont eu lieu, des faits isolés ici, très graves à Rosario, d'après des nouvelles particulières. La censure ne laisse passer aucune nouvelle ayant trait aux événements en cours, mais je sais qu'hier il y a eu des émeutes à Rosario, où les ouvriers ont résisté aux troupes. De leur part ils ont eu plus d'une centaine de victimes, morts et blessés ; les troupes ont eu de leur côté plus de quarante soldats mis hors de combat. La ville est remplie de barricades, en pleine révolution.

Par le prochain courrier je vous enverrai d'autres détails.

S. G.

❖ ❖

SOCIÉTÉ DE RÉSISTANCE DES MATELOTS ET CHAUFFEURS DE LA MARINE.

Fondée le 28 Juin 1903.

Buenos-Aires, 12 octobre 1905.

Camarades des *Temps Nouveaux*,

Voilà beau temps déjà que le gouvernement et le capital travaillent à faire disparaître toutes les sociétés de résistance, surtout celles qui intéressent l'activité du port de la capitale et de tous les ports de la République. Toutes les conventions conclues ces dernières années ont été violées, et comme il n'y a rien qui protège le travailleur en ce pays si fertile, mais si mal administré, les capitalistes font ce qu'ils veulent ; les autorités, à commencer par Quintana, leur sont vendues corps et âme. (Quintana, président de la République, et Villanueva, président du Sénat, sont d'anciens avocats défenseurs des Compagnies anglaises de chemins de fer.) Vous imaginez en quelles mains se trouvent la vie et la sécurité personnelle des prolétaires de l'Argentine.

Le 1er octobre, tous les corps de métier qui se rattachent à l'industrie des transports se sont mis en grève, matelots, employés de chemins de fer, chauffeurs, charretiers, bateliers, etc., etc., non seulement à Buenos-Aires, mais dans tous les centres du pays. Notre maître Quintana, sur l'ordre qu'il en a reçu du Syndicat des armateurs et des gros exportateurs de céréales, nous a octroyé l'état de siège depuis le 7 au soir. Les deux journaux *La Vanguardia* et *La Protesta* sont confisqués. Un grand nombre de camarades ont été arrêtés et emprisonnés — pour combien de temps ?...

Il est donc nécessaire de combattre énergiquement l'émigration à destination de l'Argentine ; il n'y a pas de terre au monde où l'exploitation des travailleurs soit plus cynique.

L'état de siège a été proclamé pour quatre-vingt-dix jours et la *Aurora del Marino* ne pourra paraître.

Salut et Anarchie.

S. Corvetto.

SERBIE

Le compagnon Vitor Pavlovic nous annonce de Belgrade que l'organe des anarchistes serbes *Le Pain et la Liberté* a dû momentanément cesser sa publication.

« Messieurs les social-démocrates, écrit-il, jaloux « des progrès que faisaient nos idées à Belgrade, « n'ont rien négligé pour nous réduire à cette triste « nécessité. Eux qui dans leurs programmes se dé- « clarent pour la liberté de la pensée, se sont servis « des procédés les plus vils, les plus honteux, pour « abattre le journal anarchiste, pour étouffer notre « parole libre.

« Ils l'ont boycotté dans leurs syndicats et, dans « leur journal, ils n'ont pas craint d'écrire que « nous étions payés par la bourgeoisie pour briser « le mouvement ouvrier. Chose extraordinaire : ce « n'est pas sous les coups de la police, mais de ces « messieurs, que nous tombons ! »

Comme on le voit, les démocrates-socialistes de tous les pays se ressemblent. Leur autoritarisme et leur mauvaise foi sont vraiment chez eux des caractères internationaux.

V. Pavlovic termine sa lettre en nous assurant que ses camarades et lui ne sont nullement découragés et qu'ils font de leur mieux pour s'organiser solidement et hâter la réapparition de leur journal.

PANAMA

Ouvriers massacrés. — La jeune République de Panama vient de s'offrir son premier massacre d'ouvriers.

A Colon, le 1er octobre, arriva le vapeur *Versailles*, venant de la Martinique et ayant à bord 650 manœuvres engagés par contrat pour les travaux du canal de Panama.

Ces hommes refusèrent de débarquer, en alléguant que la situation faite aux ouvriers sur le canal était intolérable. Les autorités intervinrent et réussirent à décider 500 hommes à débarquer, mais les autres persistèrent dans le refus de descendre à terre. On appela alors un détachement de police armé de fusils et de baïonnettes ; il se présenta à bord sans que les mutins changeassent d'attitude. On leur accorda deux heures pour réfléchir, et comme, ce délai écoulé, ils refusaient encore de quitter le navire, on lança sur eux la police. Ce fut une scène terrible. Les agents, armés de gourdins, se jetèrent sur les malheureux ouvriers, qu'ils frappèrent et assommèrent : bientôt le pont fut couvert de sang. 50 des ouvriers se jetèrent à la mer et furent recueillis par des embarcations.

Il n'est pas un seul des 150 hommes qui n'ait reçu quelques blessures. Ils ont été expédiés par chemin de fer à Corozel.

La maison Hachette concessionnaire des kiosques et dépôts de librairie des gares nous fait savoir que l'administration des chemins de fer l'a avisée d'avoir à suspendre immédiatement la vente dans les gares de l'*Almanach de la Révolution*. C'est au moment où en Russie le peuple conquiert la liberté de la presse que l'on essaie de l'étrangler en France.

L'article antimilitariste d'Hervé serait en partie cause de cette stupide interdiction, aussi le dessin tant d'actualité de notre camarade Joujouh.

Il est au moins surprenant que des compagnies chargées d'un service public puissent s'arroger ainsi le droit de restreindre suivant leur bon plaisir la liberté de la presse.

P. D.

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(*Suite*) (1).

Que dire enfin des colonnes torses, comble de la dérision, qu'ils allèrent pêcher dans la décadence du Bas-Empire? Laurent Bernin copia celles du baldaquin de Saint-Pierre de Rome érigée sous le pontificat d'Urbain VIII sur celles cédées par l'exarque de Ravenne au pape Grégoire III. La mode s'en répandit, et l'on put voir des supports colossaux, serpenter mollement dans les airs. Les gothiques avaient pratiqué des cannelures torses sur la surface de certains supports ronds, mais encore qu'ils fussent de petite dimension, le mouvement de spirale très allongé, produit par des rainures vives, mais peu profondes, ne décentralisait pas l'axe de la colonne ; tandis que celle du Bernin fait une spirale boudinée, fort accentuée, ce n'est plus une torsion, mais une contorsion, les axes ne correspondent plus ou semblent ne plus correspondre, et c'est suffisant pour produire l'impression qu'elles vont

(1) Voir les numéros 23. 24, 25, 26, 27 et 28.

s'aplatir sur le sol, ou tourner en vrilles comme celles en verroterie à la devanture des orgues de foire.

Ce mélange de décadence ancienne, à l'esprit d'une époque nouvelle, ne pouvait pas produire un ensemble rigoureusement logique, vigoureux, prime-sautier, sain dans son homogénéité. Les règles admises n'empêchèrent toutefois pas une pléiade de beaux artistes: Donatello, Botticelli, Michel-Ange, Raphaël, Benvenuto et tant d'autres, de manifester leur personnalité libre dans les détails; sculpteurs, peintres, décorateurs, ciseleurs, produisirent à l'envi une foison de chefs-d'œuvre, pris séparément, mais beaucoup ne comprirent pas le simple sentiment des proportions logiques, le discernement que fit la grandeur des Grecs, qu'ils ignorèrent, des gothiques, qu'ils traitèrent de barbares; et leurs monuments, tel Saint-Pierre de Rome, malgré leurs dimensions énormes, semblent moins grands qu'ils ne sont en réalité; la surcharge, l'enchevêtrement des motifs, des couleurs, des marbres, des bronzes, sans repos sans grande ligne, partant d'une base ayant son développement complet, auquel se rattachent tous les détails, ne nous impressionnent qu'en se comparant à ces figures colossales, à ces consoles aux volutes prodigieuses, et ce n'est qu'après plusieurs visites qu'on s'aperçoit que ces chapelles du pourtour sont grandes chacune comme une cathédrale.

La France prit ces errements de la Renaissance italienne, pour des modèles de classiques renouvelés. Mansard copia les colonnes du Bernin aux Invalides, et ces fûts, comme l'a fait remarquer Laugier, ne sont plus des supports solides et sains, mais ressemblent aux jambes estropiées d'un bancroche.

Comme en Italie, les frontons furent des plus fantaisistes. Ridicule appropriation dans nos contrées où les brumes, les ondées fines, les neiges persistantes, exigent des pentes raides, pour rendre rapide un écoulement continu de plusieurs jours, de toute une saison parfois. Les uns inscrivirent des frontons courbes dans le tympan d'un fronton triangulaire, pour enfermer sous cette courbe un nouveau triangle (comme au grand pavillon du Louvre); d'autres firent des frontons cintrés, absurdes en ceci : qu'ils supposent un toit cylindrique; d'autres les ont superposés, figurant une superposition de toits; quelques-uns enfin, comme les architectes de la grande galerie du Louvre (côté de la Seine), posèrent une suite de frontons tout le long de l'édifice : au lieu de correspondre au toit d'un comble, ils se détachent sur une longue toiture dont le faîte les surpasse, présentent une suite de faux toits, dont la façade est adossée à un vrai toit vu de profil.

L'ornementation perd son caractère d'homogénéité. Continuant les traditions romaines, on veut faire riche à outrance : le décor sculpté ou peint prend tant d'importance que le détail tue l'ensemble. La ligne primitive est étouffée, ce n'est plus les membres d'un ensemble proportionné logiquement, rigoureusement, et ornementé avec discernement; non, c'est une prodigalité d'ornements des plus disparates, un mélange d'ancien rajeuni et de fantaisie puisée dans le paganisme.

L'acanthe fournit sous forme de culot l'ornementation des rinceaux en spirale, d'où s'échappent des guirlandes de fleurs et de fruits les reliant à des cartouches aux créneaux de cuir enroulés, fixés par des rosaces. Des figures mythologiques s'y mêlent, sphinx accroupis, sirènes, centaures, chimères, s'enchevêtrent à l'envi; le tout est rehaussé d'or et polychromé dans des tons naturels, et modelé dans le but d'imiter la nature. Si ces ornementations sont peintes, soit en tons naturels, soit en camaïeu ou en grisaille, pour mieux simuler le relief, les clairs, les reflets sont prodigués jusqu'aux ombres portées sur le fond.

Les murs sont tendus de tapisseries : Gobelins, Beauvais, Flandres, Aubusson reproduisant des compositions de Rubens, ou autres, conçues pour la peinture, procédé tout opposé par essence au travail textile. Ajoutez à cela un dessin souvent massacré par l'inaptitude du tisserand, bon ouvrier mais pas artiste, et par le procédé industriel faisant dévier d'un, deux ou trois points, un contour d'une finesse presque inappréciable. Si la sculpture produisit de beaux morceaux comme ceux d'un Michel-Ange, d'un Benvenuto, d'un Goujon, d'un Puget, la peinture a fait de grands progrès. Le procédé à l'huile, innové par les artistes gothiques de l'époque de Memling, se développe; Italiens, Flamands, Hollandais, Français, Allemands, Espagnols, produisent des génies qui font école. Le mysticisme religieux du moyen âge ne satisfait plus aux allégories mythologiques, la science anatomique, pousse à une étude plus approfondie du type humain. Le gothique s'exprimait par des détails, des attributs conventionnels, des scènes mimées, par des personnages à la physionomie impassible; l'artiste de la Renaissance, possédant un procédé d'exécution se prêtant mieux au modelé des tons, lui offrant l'avantage d'une gamme plus riche en nombre d'éléments que la détrempe ou la fresque, joint à cette faculté technique, un sentiment plus scrutateur de la nature, il exprime ses conceptions par un rendu plus réaliste de la vie, par des jeux de physionomie par l'impression des divers sentiments produits par les nerfs. L'art du portrait est né, se développe.

Comme l'anatomie du corps fut étudiée par les figuristes, le paysagiste étudia celle des arbres, les effets de la nature sont rendus scrupuleusement de main de maître, la nature morte, les animaux ont leurs spécialistes.

Mais c'est à ces mêmes peintres qu'on demande de grands panneaux de peinture murale, ou de plafonds, et ils les font comme ils font leurs portraits au sourire vivant, aux mains sous l'épiderme desquelles on voit les veines se gonfler aux pulsations, comme ils font leurs parcs, leurs jardins, leurs fleurs, leurs fruits, leurs animaux, avec le réalisme de la peinture de tableaux.

Qu'en résulte-t-il? C'est que la peinture entendue de telle sorte ne s'accorde plus avec le principe constructif du monument. Déjà la sculpture n'était plus une ornementation des organes de la bâtisse ni en rapport de forme avec l'essence de la matière travaillée. La peinture traitée en modelé perspectif vient mettre le comble à ces non-sens. Là où il y a une muraille que l'on sait pertinemment soutenir le poids des étages supérieurs, on nous montre des paysages en trompe-l'œil, avec des colonnades, des galeries, des escaliers, des statues et des groupes de personnages, le tout d'une coloration naturelle et rutilante. Au lieu d'un mur plat décoré on fait un trou, et contre ce trou, contre ce vide imité parfois à s'y méprendre, on pose un meuble, un bahut, surmonté de potiches ou d'objets d'art qui projettent une ombre portée réelle, sur ces vues ensoleillées; et les parties des murs qui restent alors visibles comme encadrement ne seraient pas suffisantes à supporter le moulurage du plafond, si ces baies peintes étaient réellement ouvertes.

Et ces plafonds, qui ouvrent un ciel radieux, on se plaît à les ornementer d'acrotères, de balustrades garnies de vases, de draperies, de guirlandes de roses, de toute une architecture en somme, continuant celle de l'appartement, allant se perdre dans des nues floconneuses, immobiles où planent des dieux, des déesses, des Cupidons, et des chevaux attelés dans des chars; tout cet Olympe qui plafonne en raccourci, résonne étrangement d'un bruit de plancher et de bottes, produit par les habitants de l'étage d'au-dessus. Quelle surprise si ces Pégases ou ces chevaux d'Apollon, fatigués de leurs poses figées, descendaient au milieu des tables de festin, si ces nues se résolvant en pluies inondaient tout à coup les tapis, les meubles, et les soies brochées du salon; et comme il semble pâle ce soleil factice, si tout d'un coup le temps se gâtant à l'extérieur nous voyons par les croisées accourir mugissantes de vraies nuées crevant sur nos toits !

Les Italiens inaugurèrent ce mode de décoration perspective continuant la vraie architecture des salles, ou en en créant une là où elle était presque nulle, comme dans la chapelle Sixtine. En France, c'est sous Louis XIV que cette mode se répand. La Renaissance perd ce caractère héraldique et quelque peu sévère conservé des gothiques, sous François Ier et les Valois; mais que ces peintures sortent de la main d'un Michel-Ange ou d'un Lebrun, et plus tard, en pleine mode Louis XV, du pinceau d'un Boucher, aussi savant qu'en soit le dessin, géniale la touche ou le coloris, grandiose ou délicate la conception, cela n'en reste pas moins un non-sens, une chose impossible dans nos pays brumeux du Nord, et absurde dans les pays chauds du Midi, là où une architecture composée dans ce sens permettrait des échappées sur de vrais parcs mille fois plus beaux que tous les trompe-l'œil possibles.

Sous Louis XIV le magnifique, Louis XV le voluptueux et Louis XVI le benêt, des hommes de talent se font jour; mais ces innovations, ces modes d'un moment, ne sont pas une transformation d'ensemble. Les ordres antiques, masturbés de toutes façons, restent toujours les bases de l'architecture; l'ornemaniste et le peintre n'apportent que des transformations partielles. On dirait une même pièce de bronze, coulée grossièrement à plusieurs exemplaires, mis chacun dans les mains d'un ciseleur habile qui lui donne un caractère spécial, reflet de sa conception particulière; tous diffèrent, mais au fond tous sont de même; si les détails sont agréables, cela n'a pas l'envolée d'une composition originale.

(*A finir.*) LÉOMIN.

BIBLIOGRAPHIE

Tout autre est le livre de Sarraute(1). Celui-là, inutile de le réfuter, il se réfute tout seul. Il n'y va pas par quatre chemins, son titre seul l'indique. Il y a certaines revendications qui sont très bonnes, lorsqu'on fait de l'opposition, mais qui ne sont plus de mise lorsque, de l'opposition, on passe du côté de l'assiette au beurre (Conquête des pouvoirs publics!).

L'auteur débute en arguant de sa bonne foi. — Moi, je veux bien. Ça ne me gêne pas. Seulement alors, les théories émises dénotent une oblitération du sens moral politique qui n'est pas ordinaire — car, jusqu'ici, après tout, cette théorie a été l'unique pratique des politiciens, mais ils se gardaient de l'avouer, et lorsque pour eux le moment était venu de mettre au rancart les réclamations d'opposition, pour envisager la « défense et la protection de tous les intérêts légitimes », cela s'appelait trahison, défection, apostasie, etc.

Et tout le bouquin roule sur cette théorie que, « si la lutte de classe est une théorie excellente comme arme d'opposition, si l'on devient ministre, on est bien forcé de la remiser au magasin des décors, car le rôle du ministre est de tenir compte des faits qui composent la société ».

« Si, lorsqu'on est dans l'opposition, il est très adroit d'opposer le socialisme au capitalisme, il faut tenir compte des nécessités des deux, lorsqu'à force « d'opposer » vous devenez majorité gouvernementale. »

De même pour l'antimilitarisme, et l'antipatriotisme « tant que vous n'êtes pas en mesure de prendre la place de ceux qui sont au pouvoir, allez-y carrément : A bas l'armée! à bas les frontières! Vive l'internationale! Mais une fois que vous

(1) *Socialisme d'opposition et Socialisme de gouvernement;* G. Jacques, éditeur.

avez réussi à les dégringoler et à prendre leurs places, plus de suppression d'armées ni de frontières : de nouveaux devoirs se dessinent devant vous. Vous avez à tenir compte de la multitude des intérêts que vous avez à protéger, et alors l'armée devient une institution utile à la défense des frontières, au besoin à l'envahissement de celles des voisins, et, en cas extrême, pour mettre à la raison les nouveaux opposants qui veulent à leur tour prendre votre place », et surtout contre ceux qui en ont assez de jouer le rôle de pions dans ce jeu d'échecs dont leur vie, leur bien-être et leur liberté sont l'enjeu.

« Le problème de la vie prime et primera toujours le problème de la démocratie. » — Comme si le socialisme ne faisait pas partie de la vie, puisque les réclamations ouvrières ne sont que le résultat de la nécessité de se défendre !

En somme, M. Sarraute s'est tout simplement servi des critiques que les anarchistes font contre la conquête des pouvoirs publics, et les arguments qu'ils produisent contre, il les transforme en justification. Reste à savoir si cette façon de raisonner ne tient pas de très près à l'argumentation d'Escobar qui voulait que l'on puisse frapper son ennemi dans le dos, dans le but de ne pas risquer sa propre vie en l'attaquant en face.

C'est parce que, en effet, il y a des intérêts opposés entre gouvernants et gouvernés que les anarchistes attaquent le parlementarisme, la participation aux fonctions publiques.

En effet, du jour où un membre de l'opposition prend place en une situation gouvernementale, il se trouve entre deux devoirs inconciliables : comme opposant, détruire ce qui existe; comme fonctionnaire, le défendre; et qu'il flétrisse du nom de traître celui qui, après avoir demandé la suppression de l'exploitation, passe du côté de ceux qui sont chargés d'en assurer le libre exercice.

Le rôle de tout homme qui veut sincèrement une transformation de la propriété, la disparition de l'exploitation, la liberté complète des individus, est de faire de l'opposition jusqu'à sa mort, et son rôle sera repris par d'autres, jusqu'à ce que disparaissent les inégalités révoltantes qu'ils attaquèrent.

Et c'est pour cela que, lorsqu'un homme vient nous demander nos suffrages, nous promettant d'aller défendre nos intérêts dans les sphères gouvernementales, nous sommes en droit de lui dire qu'il n'est qu'un ignorant qui ne connaît rien à la question, ou bien un menteur qui ne vise qu'à escroquer notre confiance, en nous promettant ce qu'il sait bien ne pas pouvoir tenir.

* *

Le Crime de Lord Arthur Savile (1) est le premier en tête d'une série de contes de Oscar Wilde.

Ce premier conte est dans le genre morbide du *Portrait de Dorian Gray*, du même auteur, et des contes fantastiques du commencement du dix-neuvième siècle; mais il y en a deux ou trois autres tout à fait charmants dont nous pourrons enrichir le *Coin des enfants*.

* *

Les Missions chrétiennes, de W. Heaford, est une petite brochure contenant le rapport que l'auteur, au nom des libres penseurs anglais, lut au congrès de Rome.

Dans ce court résumé, il démontre les effets désastreux de la propagande des missionnaires catholiques et protestants, pour la moralité des noirs, et flétrit les crimes des conquêtes coloniales.

J. GRAVE.

* *

Nous avons reçu :

Poèmes, par Edmée Delebecque; 1 vol., 3 fr. 50, chez Messein, éditeur, 19, quai Saint-Michel, Paris.

La Science moderne et son état actuel, par Emile Picard; 1 vol.,3 fr. 50, chez E. Flammarion, 26, rue Racine, Paris.

Le Précurseur, par Jacques Fréhel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon-Nourrit, 8, rue Garancière, Paris.

La Lucha por la vida, por José E. Pinochet Le Brun; broch. (Imprenta Cervantes, Bandera 50, Santiago, Chili).

Qu'est-ce que l'Anarchisme? 1 broch. (en russe); 0 fr. 60, chez A. Tchertkoff, Christchurch, Hants Angleterre).

A voir :

La Mutualité, par Grandjouan et Delannoy; *Assiette au beurre*, n° 240.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Stock. Traduction Savine.

Correspondances et Communications

Provisoirement la correspondance relative à notre projet de construction de Bourse libre du Travail doit être adressée au camarade André Girard, 1, rue Chaintron, Grand Montrouge (Seine).

CONVOCATIONS

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe.** — Samedi 18 novembre, à 8 h. 1/2 du soir : La thèse d'Hervé et l'antipatriotisme, par le camarade Mournaud.

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 17 novembre. — M. Jean Longuet : Le socialisme allemand.

Lundi 20. — M. Blaugarin : Cours d'espéranto.

Mercredi 22. — M. Oudinot : Le rire de Molière.

Vendredi 24. — M. Ibels : Quand les grands hommes étaient petits. L'enfance de quelques grands hommes (avec projections).

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Samedi 18 novembre. — Leprince : Renan; ses idées philosophiques et sociales.

Mardi 21. — Antonin Lanquine : Examen critique de quelques préjugés. Causerie familière.

Vendredi 24. — Marcel Miriel : La syphilis (avec projections).

★ Lundi 20 novembre, à 8 h.1/2 du soir, Hôtel des Sociétés savantes, 8, rue Danton, grande conférence publique sous la présidence d'Eugène Fournière, directeur de la *Revue socialiste*, avec le concours de Mme Nelly Roussel, rédactrice à l'*Action*. Sujet : Beaucoup d'enfants?...

★ **L'Aube Sociale**, 4 passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 17 novembre. — Vulgus : Origines des vices (III).

Mercredi 22. — Mlle G. Coblence : L'Evolution de l'antisémitisme.

Vendredi 24. — Mme Zielinski : Le Mouvement révolutionnaire en Pologne.

★ **Causeries Populaires du XIXe.** — Jeudi 23 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Grandjean, 63, rue de Flandre, causerie par A. Libertad : *Démonstration de l'absurdité de la politique.*

★ **Groupe d'Education libertaire du XIIe.** — Réunion le mardi 24 novembre, à 8 heures du soir, salle de l'Ecole, 22, cité du Rendez-vous (au fond). Sujet : Cours de médecine pratique (suite), par Mme Ziélinski.

★ **Association Internationale antimilitariste des travailleurs** (Section du XXe). — Réunion le 20 novembre 1905, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. — Discussion sur la brochure : L'immoralité du mariage.

★ LEVALLOIS-PERRET. — Samedi soir, salle Hector, 91, rue Chevallier, causerie par le camarade Miguel Almereyda sur le rôle de l'A. I. A. A l'issue de cette causerie, il sera formé une section adhérente au Comité national.

★ BORDEAUX. — Dimanche 19 novembre, réunion chez Lachaud, 4, rue Barreyre. Organisation d'une conférence antimilitariste. Causerie.

Adresser ce qui concernerait le mouvement à P. Potier, 12, rue du Cancéra.

★ CHALON-SUR-SAÔNE. — Les camarades désirant propager les idées par la distribution ou l'envoi gratuit de brochures, journaux (*Anarchie*, *Libertaire*, *Temps Nouveaux*), feront parvenir leur obole ou se mettront en relation avec le camarade Billard, 1, rue de Lyon.

LYON. — **A. I. A.** (Section de Villeurbanne). — Tous les camarades sont invités à assister nombreux à la soirée familiale qu'organise la section, le dimanche, à 8 heures du soir, cours Lafayette, 270, salle du Pré-aux-Clercs. Causerie par le camarade Frimat. Sujet : La Femme et l'Armée.

★ MARSEILLE. — **Vérités**, groupe de propagande libertaire. — Samedi 18 novembre, à 9 heures du soir, salle de l'Union, Plaine Saint-Michel, soirée littéraire : *Le Cœur et la Loi*, des frères Margueritte; lecture par le camarade Ed. Rothen; chants et poésies.

★ MARSEILLE. — **A. I. A.** (Section Saint-Louis). — Samedi 18 novembre à 9 heures du soir, conférence publique et contradictoire par Jean Marestan, au Café Jaune (ex. café Alquier, Saint-Louis).

★ MARSEILLE. — **La Muse rouge.** — Samedi 18 novembre, à 9 heures du soir, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, soirée familiale; chansons nouvelles; poésies. 1re partie : concert; 2e partie : *Le Commissaire est bon enfant*, de Courteline.

Vestiaire : 0 fr. 10.

★ ROANNE. — **Groupe Germinal.** — Mercredi 22 novembre, réunion au siège place de l'Hôtel-de-Ville, salle de l'U. P. Causerie par J. Ducharme : Parlementarisme et Révolutionnarisme. Tous les camarades sont priés d'y assister.

Adresser correspondances et communications au secrétaire J.-B. Girod, 24, rue Cotton.

Notre prochain dessin sera signé : KUPKA.

AUX CAMARADES

L'imprimeur vient de nous livrer la reproduction en lithographie du beau dessin de T. Van Ryselberghe, *Les Errants*, paru dans le n° 25 du journal.

Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 par la poste.

Nous avons de plus fait tirer quelques exemplaires d'amateur au prix de 3 francs dans nos bureaux, 3 fr. 25 par la poste.

Nous avons reçu les exemplaires de l'ouvrage de notre camarade James Guillaume *L'Internationale*, documents et souvenirs.

Prière aux camarades qui désirent le recevoir de nous faire parvenir le montant de leur souscription.

L'Administration des chemins de fer ayant stupidement interdit la vente de l'**Almanach de la Révolution** dans les gares, prière aux camarades de le réclamer chez tous les autres dépositaires du journal.

Nous l'expédions par la poste contre 0 fr. 40 en timbres-poste.

Conditions spéciales aux vendeurs.

BOITE AUX ORDURES

Notre ami Pierre Kropotkine nous prie de verser à la boîte aux ordures l'article du « *saltimbanque* » Pierre Mille, paru dans le journal *le Temps* du jeudi 9 novembre, sous la rubrique : *En passant* et sous le titre : *Etait-ce-lui?*

Petite Correspondance

D., à Bordeaux. — Journal a été transmis à Kr.

A. P., à Londres. — Abonnement terminé fin octobre.

E. Boudot, Paris. — *Misère* un peu faible et terne comme forme.

A. P., à Paris. — Publierons vos réflexions sur les Huit heures et y répondrons.

Owrony. — Publierons.

J., à Surgères. — Janvier 1906.

C. S., à Maudetieu. — Votre ancienne adresse?

Reçu pour Malato et ses coaccusés : Chambre syndicale des métallurgistes d'Alger, 8 fr. — Delattre, 4 fr.

Reçu pour les révoltés russes : Guérin, 1 fr. 10. — Merci.

Reçu pour le journal : A. M., à Lyon, 1 fr. — E. D. et son frère, 0 fr. 50. — D., à Bordeaux, 1 fr. 50. — David à Montreuil. 0 fr. 50. — Merci à tous.

C., à Villeneuve-l'Archevêque. — R., à Chaux-de-Fonds. — F., à Galeata. — R., à Le Lieu. — B., à Salins. — T., à Laigneville. — J., à Brest. — F., à Rome. — R., à Desco. — G., à Port-Elisabeth. — G., Monge. — C., à Orthez. — G., à Saint-Ouen. — P., à La Machine. — R., à Orange. — R., à Saint-Junien. — C., Bourg-Argental. — R., à Sciez. — B., à Cherbourg. — G., à Pontarlier. — F., à Saint-Médard. — G., à Paris. — G., à Chicago. — G., à Saint-Ouen. — C., à Orthez. — R., à Dupleix. — B., à Marignane. — G., à Cremona. — D., à Fourcarmont. — M., à Bruxelles. — R., à Louhans. — S., à Mandelieu. — T., à Vaux-en-Bugey. — L., à Epinal. — A., à Grand-Croix. — S., à Londres. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.